

L'AFP affiche un bénéfice historique en 2020

Par [Claudia Cohen](#) le 16/4/2021

Le développement de son entité «*d'investigation numérique*» et le renforcement de son activité vidéo, ont compensé la baisse de revenus issus des clients traditionnels.

«*L'année passée a prouvé que notre modèle basé sur l'abonnement est assez résilient, mais qu'il n'est pas une garantie de protection pour l'avenir*», explique Fabrice Fries, président-directeur général de l'Agence France-Presse (AFP). Le groupe, qui emploie 2500 personnes dans le monde, dont 1700 journalistes, affiche un bénéfice net historique de 5,3 millions d'euros en 2020, année pourtant bousculée par la pandémie. Après six années de déficit, l'AFP avait finalement renoué avec les bénéfices en 2019, certes limité à 0,4 million.

En 2020, le groupe a augmenté de 0,5% ses revenus commerciaux, pour atteindre 166,4 millions d'euros. Véritable relais de croissance, le développement de son entité «*d'investigation numérique*» (avec 100 fact-checkeurs qui exercent à temps plein dans 30 pays), à l'heure où la désinformation fait des ravages, et le renforcement de son activité vidéo, ont compensé le déclin de revenus issus des clients traditionnels. En termes de revenus générés, l'AFP est devenu le leader mondial du fact-checking.

«*Le Covid-19 a eu un impact direct sur le cœur de métier de l'AFP. Elle nous a fait perdre 2,7 millions d'euros, liés à des annulations ou remises exceptionnelles de contrats accordées à certains de nos clients fragilisés dans la presse*», précise Fabrice Fries. De nombreux médias dans la région du Moyen-Orient, clients de l'AFP, ont par exemple mis la clef sous la porte. À ces pertes s'ajoutent le report ou l'arrêt de certains projets avec des chaînes de télé.

La valeur d'un modèle en temps de pandémie

En période de pandémie, l'AFP a plus que jamais prouvé la valeur de son modèle, avec la présence de ses journalistes dans 200 bureaux du monde, alors même que les médias ne pouvaient plus envoyer d'équipes en reportage dans certaines régions.

Grâce à son plan de réductions des dépenses lancé en 2019, qui inclut des départs volontaires, et des économies réalisées en raison de la pandémie (frais de déplacements entre autres), l'AFP a réduit ses charges d'exploitations de 9,2 millions d'euros l'an passé. En parallèle, la compensation par l'État français des coûts liés aux missions d'intérêt général a diminué, comme prévu de 9 millions d'euros, à 115,5 millions.

Outre la rédaction, l'AFP possède une filiale en Allemagne, spécialisée dans le marketing sportif, et une filiale en France qui propose un service de reportages, photos et vidéo pour les entreprises à travers son réseau de pigistes. Si ces dernières ont été fortement fragilisées par la pandémie, le groupe a toutefois su protéger leurs marges.

Accélérer le désendettement

Prochain objectif pour l'AFP: accélérer son désendettement, pour le ramener la dette nette à 26 millions d'euros en 2023. Soit deux fois moins qu'en 2017. Le bénéfice dégagé l'an passé y contribuera. Si le groupe devrait confirmer sa bonne trajectoire, l'AFP ne s'attend toutefois pas à avoir un niveau de résultat similaire pour l'année 2021. Car «*les grands événements à venir, comme les Jeux Olympiques ou l'Euro de Football, devraient engendrer des dépenses*», explique Fabrice Fries. De plus le soutien de l'État, prévu pour accompagner le plan de transformation de l'AFP devrait diminuer.

Dans les prochains mois, le groupe regroupera l'ensemble de sa rédaction au sein de son siège historique, place de la Bourse à Paris, d'ici à la mi 2022